



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
WWW.USMISSION.CH

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

12 MAI 2006

#### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A ÉLU LES MEMBRES DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Selon M. Bolton, ce sont les résultats obtenus par le Conseil qui comptent. .... 1

#### RÉACTION POSITIVE À L'INTERVENTION DE M. BUSH EN FAVEUR DU DARFOUR

Les propos du député Chris Smith ..... 3

#### LES É.-U. ET L'ONU SE RÉENGAGENT À AMÉLIORER LA SITUATION AU DARFOUR

Le département d'État va consacrer 41 millions de dollars supplémentaires à l'aide aux réfugiés. .... 4

#### AIDE HUMANITAIRE DE 10 MILLIONS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS AUX PALESTINIENS

Mme Rice juge le Hamas responsable de la dégradation des conditions de vie dans les territoires palestiniens. .... 5

#### L'AIDE À L'ÉTRANGER DOIT STIMULER LA DÉMOCRATIE

Résumé des propos d'un responsable des États-Unis 5

#### LES É.-U. INTERDISENT LA TORTURE ; 103 SOLDATS SONT PASSÉS EN COUR MARTIALE

La position des États-Unis expliquée au Comité de l'ONU contre la torture. .... 7

#### NOUVELLE RECHERCHE SUR LA PRODUCTION D'HYDROGÈNE À PARTIR DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

Contrat entre le ministère de l'énergie et la société privée Xcel Energy ..... 8

#### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A ÉLU LES MEMBRES DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Selon M. Bolton, ce sont les résultats obtenus par le Conseil qui comptent.

Par Judy Aita  
Correspondante du « Washington File »

Nations unies - L'Assemblée générale a élu 47 pays au nouveau Conseil des droits de l'homme qui, en juin prochain, remplacera la Commission des droits de l'homme aujourd'hui discréditée.

Les membres du Conseil comprennent des États dont le comportement en matière de droits de l'homme est critiqué et surveillé depuis des décennies, ainsi que d'autres qui ont un bilan irréprochable dans ce domaine. Les États-Unis n'ont pas cherché à obtenir de siège au Conseil.

Le représentant des États-Unis, M. John Bolton, a déclaré qu'il n'était pas surpris de voir que plusieurs pays qui ne respectent pas les droits de l'homme avaient été élus.

« C'est la performance du Conseil au cours des deux ou trois années à venir qui sera essentielle », a dit M. Bolton.

Les sièges ont été répartis entre cinq groupes régionaux : 13 pour les États d'Afrique, 13 pour les pays d'Asie, 8 pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes, 7 pour les États d'Europe de l'Ouest et d'autres États, et 6 pour les États d'Europe de l'Est.

La première réunion du Conseil des droits de l'homme se tiendra le 19 juin à Genève. Le Conseil se réunira ensuite régulièrement et prévoit au moins trois sessions de dix semaines par an. Il organisera également des réunions extraordinaires en cas de besoin.

Les pays élus pour un an sont l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Bahreïn, l'Indonésie, les Philippines, l'Inde, la Pologne, la République tchèque, l'Argentine, l'Equateur, la Finlande et les Pays-Bas.

Les pays élus pour deux ans sont le Gabon, le Ghana, le Mali, la Zambie, le Pakistan, le Japon, le Sri Lanka, la République de Corée, la Roumanie, l'Ukraine, le Brésil, le Guatemala, le Pérou, le Royaume-Uni et la France.

Le Cameroun, Djibouti, Maurice, le Nigeria, le Sénégal, le Bangladesh, la Chine, la Jordanie, la Malaisie, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, la Russie, Cuba, le Mexique, l'Uruguay, le Canada, l'Allemagne et la Suisse ont été élus pour cinq ans.

À l'avenir, les pays seront élus pour un mandat de trois ans.

Les candidats se sont engagés à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Selon les règles établies, les membres du nouveau Conseil seront les premiers à voir leur comportement en matière des droits de l'homme examiné.

#### La position des États-Unis

La secrétaire d'État adjointe aux affaires relatives aux organisations internationales, Mme Kristin Silverberg, a déclaré que, pour le Conseil, le vrai test serait de voir s'il parviendrait à mener des actions sérieuses en cas de grave violation des droits de l'homme, comme au Darfour, en Birmanie et en Corée du Nord.

En 2006, les États-Unis se contenteront d'être des « observateurs actifs » qui militeront notamment en faveur de résolutions relatives aux droits de l'homme, a-t-elle ajouté.

Si le Conseil se révèle efficace, les États-Unis ont l'intention de faire acte de candidature l'année prochaine.

Si les États-Unis ont été l'un des principaux partisans de la proposition avancée par le secrétaire général Kofi Annan, en 2005, visant à abolir la Commission des droits

de l'homme et à la remplacer par un organe plus puissant, ils ont voté contre la création du Conseil, en mars dernier.

La conception du nouveau Conseil, a expliqué Mme Silverberg, ne comprenait en effet pas de normes suffisamment strictes à respecter en matière des droits de l'homme pour en éloigner les contrevenants.

#### Les groupes de défense des droits de l'homme

La réaction des groupes de défense des droits de l'homme au vote de l'Assemblée générale a été mélangée.

Ann Bayefsky, du projet « Eye on the UN » du Boston Institute, a fait remarquer que 20 pays classés comme « partiellement libres » et « pas libres » par Freedom House allaient désormais siéger au Conseil.

« À l'évidence, plusieurs gouvernements qui ont été élus - la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite et Cuba - n'ont rien à faire là », a dit Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch.

« Ce qui importe, c'est que nous avons fait de réels progrès. Les gouvernements qui avaient l'habitude d'essayer de saper la protection des droits de l'homme par leur appartenance à la commission sont désormais une minorité considérablement réduite au Conseil », a ajouté M. Roth.

Le fait que le Venezuela et l'Iran n'aient pas obtenu de siège, et que le Zimbabwe, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Syrie et le Vietnam n'aient même pas essayé d'en briguer un, est une bonne nouvelle. « Cela n'est pas une garantie de succès, mais c'est un pas dans la bonne direction. »

« Les pays qui ont un bilan médiocre en matière des droits de l'homme et qui sont élus au Conseil doivent maintenant revoir leur comportement, l'améliorer et mettre en œuvre les promesses qu'ils ont faites à l'Assemblée générale », a déclaré Yvonne Terlingen, représentante d'Amnesty International à l'ONU.

« Nous allons surveiller de près s'ils s'acquittent de leurs obligations. »

## RÉACTION POSITIVE À L'INTERVENTION DE M. BUSH EN FAVEUR DU DARFOUR

Les propos du député Chris Smith

Par Jim Fisher-Thompson  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - Le député Chris Smith (républicain du New Jersey) qui, dans le passé, n'a pas hésité à exprimer sa déception face à la lenteur de la réaction des bailleurs de fonds internationaux à la crise au Darfour, a félicité le président Bush d'avoir pris l'initiative en annonçant des mesures immédiates pour secourir les quelque deux millions de victimes du conflit.

M. Smith a tenu ces propos après le discours télévisé du président Bush, dans lequel celui-ci a annoncé qu'il allait demander au Congrès une attribution budgétaire supplémentaire de 225 millions de dollars pour le Darfour, et s'est engagé à envoyer immédiatement cinq navires chargés de vivres vers le Soudan. Dans ce discours, le président a également promis d'acheter 40.000 tonnes de vivres supplémentaires aux fins d'expédition rapide au Soudan, et de coopérer avec l'OTAN pour prêter main-forte aux 7.000 soldats en difficulté de l'Union africaine.

Par manque de fonds, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a été forcé, au mois de mai, de réduire de moitié les rations alimentaires distribuées au Darfour, une décision qui a affecté près de 2,8 millions de personnes.

Dans un communiqué diffusé après le discours du président Bush, M. Smith a affirmé : « Dans la foulée de l'accord de paix (signé le 5 mai à Abuja entre le gouvernement de Khartoum et le principal groupe rebelle au Darfour), les propositions avancées aujourd'hui par le président Bush sont le reflet de sa ferme résolution concernant le Darfour. »

Dans son discours, M. Bush a affirmé que les États-Unis et d'autres pays devaient œuvrer rapidement pour accroître la sécurité au Darfour. À cette fin, « j'ai téléphoné au président El-Béchar non seulement pour le féliciter de son travail en faveur de l'accord, mais aussi pour exhorter son gouvernement à exprimer clairement son soutien à une force de l'ONU ».

M. Smith, qui a visité des camps de réfugiés au Darfour en août 2005, a dit : « Notre priorité devrait être de contribuer à créer un sentiment de sécurité afin que les

réfugiés et les personnes déplacées puissent rentrer chez eux et reconstruire. Les actions annoncées aujourd'hui sont un pas supplémentaire dans cette direction. »

« S'il y a encore fort à faire pour établir une paix durable, j'ai espoir que l'élan donné (par le président Bush) dans ce sens va continuer de prendre de l'ampleur. »

Le conflit au Darfour a commencé au début de 2003, lorsque des milices locales appelées Djandjawids ont commencé à détruire des villages de leurs frères musulmans au Darfour dans le cadre d'une campagne soutenue par le gouvernement soudanais à Khartoum.

Dans son discours du 8 mai, le président Bush a dit : « Quelque 200.000 personnes ont ainsi péri de mort violente, ainsi que de faim et de maladie. Et plus de 2 millions de rescapés ont dû se réfugier dans des camps situés à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays (principalement au Tchad), incapables de cultiver des champs ou de reconstruire leur village. J'ai qualifié cette violence à grande échelle d'acte de génocide, car aucun autre mot ne saisit l'ampleur de cette tragédie. »

M. Bush a également clairement énoncé les objectifs immédiats des États-Unis au Darfour : « Nous voulons que les civils retournent en sécurité dans leur village et reconstruisent leur vie. Ce travail-là a commencé et son achèvement exigera un surcroît d'effort de la part de nombreux États. »

Et d'ajouter : « L'Union européenne, et des pays comme le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Japon ont pris l'initiative dans d'autres domaines humanitaires, et le peuple du Darfour a besoin d'une part plus importante de leur aide dès maintenant. »

À cette fin, M. Bush a envoyé la secrétaire d'État Condoleezza Rice aux Nations unies, le 9 mai, pour œuvrer à un renforcement de l'aide au Darfour.

Un résumé analytique publié par le département d'État après le discours du président évoque l'ampleur de la crise humanitaire, affirmant que les États-Unis sont toujours le principal donateur d'aide au Soudan. Ils ont en effet fourni plus de 85 % des vivres distribués par le PAM, pour plus de 300 millions de dollars d'aide humanitaire au Darfour, et un total de 1,3 milliard de dollars durant l'année budgétaire 2005 pour le Darfour et d'autres régions du Soudan.

L'objectif immédiat du gouvernement des États-Unis étant de restaurer les rations alimentaires complètes, il a pris de nombreuses mesures pour aider le PAM en juin et juillet, expédiant notamment 2.850 tonnes de produits non céréaliers d'une valeur de 5,1 millions de dollars au Soudan. À cela s'ajouteront les 40.000 tonnes de vivres promises par le président Bush.

En plus de l'aide alimentaire, le gouvernement des États-Unis a décaissé 16,8 millions de dollars pour financer des initiatives visant à réduire la violence contre les femmes au Darfour. Cela comprend le financement de centres d'aide aux victimes de viols et des mesures de protection des femmes lorsqu'elles vaquent à leurs occupations quotidiennes.

#### LES É.-U. ET L'ONU SE RÉENGAGENT À AMÉLIORER LA SITUATION AU DARFOUR

Le département d'État va consacrer 41 millions de dollars supplémentaires à l'aide aux réfugiés.

Par Charlene Porter  
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Alors que l'on avance progressivement vers un accord de paix au Darfour (Soudan), de hauts responsables des États-Unis et de l'ONU se sont de nouveau engagés à secourir les quelque deux millions d'habitants de la région qui ont été déplacés par le conflit.

En ce qui concerne les pourparlers de paix en cours à Abuja, la capitale nigérienne, les agences de presse rapportent que le principal groupe rebelle a accepté, le 5 mai, de signer un accord de paix avec le gouvernement, même si deux groupes mineurs refusent de signer.

Le secrétaire d'État adjoint, M. Robert Zoellick, des négociateurs de l'Union africaine et d'autres représentants de la communauté internationale ont participé aux pourparlers visant à amener les parties à signer un accord qui mettra fin à la violence qui a touché quelque 3,5 millions de personnes et qui a débordé sur le Tchad.

Lors d'une conférence de presse tenue à Washington le 5 mai, la secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations, Mme Ellen Sauerbrey, a

annoncé que les États-Unis allaient verser 40,7 millions de dollars au Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) qui aide 9,2 millions de réfugiés dans le monde. Le haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, M. Antonio Guterres, participait également à cette conférence de presse.

Mme Sauerbrey a précisé que cette contribution supplémentaire des États-Unis devrait permettre de secourir les réfugiés soudanais au Tchad et les réfugiés colombiens en Équateur. Elle a également évoqué l'importance de l'aide au rapatriement des réfugiés de l'Afghanistan, du Liberia et du Burundi, et de la réinstallation des réfugiés au Népal et en Tanzanie.

Avec cette dernière contribution, l'aide des États-Unis aux programmes du HCR se monte à 274 millions de dollars pour 2006, faisant des États-Unis le principal bailleur de fonds de cette agence basée à Genève.

« Notre principale préoccupation est la situation humanitaire des réfugiés », a dit Mme Sauerbrey, « et, au Tchad, des personnes déplacées qui sont en train de se regrouper autour des camps de réfugiés ».

Elle a rappelé, comme l'avait dit le président Bush la veille, que les États-Unis étaient favorables au déploiement d'une force onusienne de maintien de la paix qui renforcerait les troupes de l'Union africaine déjà sur place au Darfour.

M. Guterres a souligné qu'il était essentiel de ne pas laisser passer la chance de paix qui se profilait aux pourparlers d'Abuja. Il a ajouté que tout espoir de paix durable et de reconstruction reposait sur une force efficace de maintien de la paix.

« Je vais lancer un appel ferme à la communauté internationale pour lui demander de soutenir les troupes de l'Union africaine qui sont sur place, mais qui ont des capacités et des ressources limitées, et de créer les conditions d'établissement d'une force de l'ONU dotée d'un mandat clair. »

Il a également exprimé sa profonde gratitude aux États-Unis pour leur soutien et leur coopération avec le HCR.

## AIDE HUMANITAIRE DE 10 MILLIONS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS AUX PALESTINIENS

Mme Rice juge le Hamas responsable de la dégradation des conditions de vie dans les territoires palestiniens.

Par David Shelby  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - La communauté internationale s'inquiète vivement du manque de médicaments et de fournitures médicales dans les territoires palestiniens et prend des mesures pour faire face à ce problème, mais le Hamas est directement responsable de cette dégradation, a affirmé la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice.

« Personne ne veut voir les Palestiniens souffrir et, en fait, les États-Unis vont mettre à leur disposition des médicaments et fournitures d'une valeur de 10 millions de dollars, car la situation humanitaire dans les territoires nous préoccupe beaucoup », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse tenue le 9 mai à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies. « Nous avons toujours clairement indiqué que nous entendons maintenir le flux de l'aide humanitaire destinée au peuple palestinien. »

Mais elle avait souligné, la veille, à des journalistes de l'Associated Press, que la communauté internationale ne pouvait permettre au Hamas de se dérober à sa responsabilité dans l'état actuel de la situation :

« Le Hamas a le devoir de prévenir la détérioration (...) des conditions de vie dans les territoires palestiniens. Comprenez que pour ce faire, le Hamas doit en fin de compte accepter certaines exigences extrêmement simples de la communauté internationale. Il suffit qu'il reconnaisse que le processus de paix est le seul et unique moyen d'assurer une vie meilleure aux Palestiniens (...) et alors, la communauté internationale appuiera un gouvernement palestinien qui s'efforce de répondre aux besoins de son peuple et qui a également pris un engagement pour la paix. »

Durant son séjour à New York, Mme Rice a participé à des réunions du Quatuor pour le Proche-Orient, qui comprend l'Union européenne, la Russie, l'Organisation des Nations unies et les États-Unis, portant sur l'aide humanitaire aux Palestiniens et sur le rejet continu par le Hamas des exigences de la communauté internationale.

Peu après la large victoire du Hamas aux urnes lors des élections législatives palestiniennes de janvier, le Quatuor avait appelé cette organisation à renoncer à la violence, à reconnaître le droit d'Israël à l'existence et à respecter les accords déjà conclus entre Israël et l'Autorité palestinienne.

Mme Rice a précisé que le règlement du conflit israélo-palestinien grâce à une solution négociée prévoyant la coexistence de deux États distincts représentait la formule adoptée non seulement par la communauté internationale dans son ensemble, mais aussi par le monde arabe. Aucun pays, a-t-elle dit, ne souhaite traiter avec un gouvernement palestinien qui trouve des raisons de se réjouir à chaque fois qu'un attentat-suicide est commis en Israël.

« Tout le monde s'inquiète de la situation des Palestiniens, et on ne veut voir personne leur infliger des privations ou leur retirer des services essentiels. Je pense qu'il y aura beaucoup de discussions sur le moyen d'éviter cela. Mais je serais étonnée de voir un changement quelconque du point de vue selon lequel c'est le Hamas qui doit changer de discours », a déclaré la secrétaire d'État.

## L'AIDE À L'ÉTRANGER DOIT STIMULER LA DÉMOCRATIE

Résumé des propos d'un responsable des États-Unis

Par Ralph Dannheisser  
Correspondant du « Washington File »

Washington - Un programme d'assistance efficace doit aller au-delà de la charité et donner aux peuples et aux dirigeants des pays bénéficiaires les moyens de réussir une transformation démocratique.

Si les États-Unis « peuvent et doivent jouer un rôle catalyseur vital » au niveau de la promotion de la démocratie, « la responsabilité ultime de la démocratisation est du ressort du gouvernement et des citoyens des pays en développement ».

C'est ce qu'a affirmé, le 5 mai, M. Randall Tobias, qui, le 31 mars, est devenu le nouvel administrateur de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la principale agence du gouvernement

fédéral responsable de la gestion de l'aide économique et humanitaire dans le monde.

M. Tobias a exprimé ses vues sur les objectifs des programmes d'aide à l'étranger lors d'un discours prononcé à la conférence annuelle du Center for the Study of Islam and Democracy (CSID, Centre d'étude de l'islam et de la démocratie), une organisation sans but lucratif dont le siège est à Washington.

« Les grands objectifs de l'aide à l'étranger seront de concentrer nos ressources et notre énergie sur l'instauration de la paix et de la sécurité ; d'améliorer la gouvernance et la participation démocratique ; de promouvoir les investissements humains ; et de stimuler la croissance économique. »

Selon M. Tobias, atteindre ces objectifs est plus important que jamais dans le monde musulman, où les États-Unis peuvent jouer un rôle vital en aidant les peuples des démocraties naissantes à bâtir pour leurs peuples un avenir de liberté et de prospérité.

Il a souligné que dans le monde musulman, comme ailleurs, « toute notre aide doit être distribuée de façon à clairement signifier à ceux que nous tentons d'aider que nos efforts sont fondés sur la coopération, et non sur le paternalisme ».

Il a affirmé que la promotion de la liberté, de la démocratie et du développement étaient des éléments clés de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, parce qu'elle ciblait les racines profondes du terrorisme.

« Les dirigeants qui gouvernent justement, qui encouragent la liberté et les débouchés économiques, et qui investissent dans leurs peuples ne produisent pas de terroristes et ne les tolèrent pas. Les peuples qui entrevoient des perspectives d'avenir positives pour eux-mêmes et pour leur famille n'ont pas envie de se nouer une ceinture d'explosifs autour de la taille. »

« Quand des semeurs de haine comme Oussama ben Laden ordonnent aux musulmans de rejeter l'aide de l'Occident, nous savons que c'est en partie parce qu'ils comprennent que l'aide étrangère facilite la coopération et la compréhension entre les peuples. »

M. Tobias a précisé que l'USAID avait des missions dans 27 des 49 pays à majorité musulmane, et que durant les deux ou trois dernières années, la majorité des fonds de l'agence avaient été consacrés à ces pays.

Soulignant l'importance qu'il accorde au monde musulman, il a ajouté que son premier déplacement officiel en qualité d'administrateur de l'USAID l'emmènerait dans trois pays musulmans : le Pakistan, l'Afghanistan et l'Irak.

« Je me rendrai compte directement de la façon dont nous pouvons approfondir notre partenariat et comment nous pouvons rassembler des ressources sur le terrain pour soutenir à la fois les citoyens du monde musulman et les Américains dévoués qui les aident. »

Il a affirmé que tous les peuples, indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion ou de leur situation géographique, partageaient le même désir de vivre en paix et de prendre soin d'eux-mêmes et de leur famille.

« Avec une attention renouvelée sur la durée et en soutenant les pays musulmans dans leur propre conception de la démocratie - une conception fondée sur une fière histoire vieille de milliers d'années - notre aide à l'étranger peut renforcer la démocratie et améliorer nos relations avec le monde musulman. »

#### La démocratie dans le monde arabe

Lors de l'ouverture de la conférence, le président du CSID, M. Radwan Masmoudi, a évoqué ce qu'il a qualifié de signes encourageants de l'arrivée de la démocratie dans le monde arabe et musulman. Les régimes répressifs existants « sont trop faibles, trop discrédités et trop corrompus pour durer plus longtemps ».

« La seule question qui se pose est celle de savoir si nous, en tant qu'Américains et membres du monde libre allons soutenir ce désir de liberté, de démocratie et de dignité (...) ou si nous allons renouer avec nos appuis aux dictateurs arabes et continuer de commercer comme si de rien n'était avec des régimes corrompus et impopulaires » comme cela a trop souvent été le cas dans le passé.

« Soyons clairs. Promouvoir la démocratie n'est pas facile, et n'est pas sans risque. » Mais la conséquence inévitable de l'inaction « est plus d'oppression, plus de pauvreté, plus de désespoir, plus de colère et plus de frustration, et la montée d'une vague anti-américaine et extrémiste qui serait très dangereuse pour la région et pour le monde entier. »

Le CSID a décerné à Saadeddine El Othmani, secrétaire général du Parti marocain de la justice et de la démocra-

tie (PJD) la récompense du « démocrate musulman de l'année ». Décrit par le SCID comme le principal parti islamique modéré du Maroc, le PJD est le premier parti d'opposition à avoir fait son entrée au Parlement de ce pays. M. Othmani, psychiatre de formation, a publié des articles et des essais sur la démocratie et l'islam, sur la participation politique, sur les principes du dialogue et sur l'émancipation des femmes.

#### LES É.-U. INTERDISENT LA TORTURE ; 103 SOLDATS SONT PASSÉS EN COUR MARTIALE

La position des États-Unis expliquée au Comité de l'ONU contre la torture.

Par Vince Crowley  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - La loi américaine interdit la torture quels que soient la circonstance et le lieu, ont affirmé de hauts responsables du gouvernement Bush, le 8 mai, au Comité des Nations unies contre la torture siégeant à Genève.

M. John Bellinger, avocat-conseil en chef du département d'État, a indiqué que 103 membres des forces armées des États-Unis avaient comparu devant un tribunal militaire, accusés de mauvais traitements à l'encontre de personnes détenues dans des installations américaines, et que 89 de ces procès avaient donné lieu à des condamnations.

Un deuxième témoin, M. Charles Stimson, vice-ministre adjoint de la défense chargé des affaires relatives aux détenus, a précisé les sanctions prises contre les militaires américains accusés d'avoir maltraité des détenus en Irak, en Afghanistan et ailleurs, déclarant que, sur les centaines de milliers de membres des forces armées qui avaient été ou étaient encore affectés en Afghanistan et en Irak, environ 800 avaient subi des enquêtes pour mauvais traitements à l'égard de détenus, dont 600 enquêtes criminelles. Dans nombre de cas, a-t-il dit, l'enquête n'a révélé aucune preuve de mauvais traitement. Des mesures administratives, disciplinaires ou judiciaires ont été prises à l'encontre de plus de 250 membres des forces armées, et 170 enquêtes sont en cours.

À la question d'un membre du comité visant à savoir si des officiers supérieurs étaient au nombre des militaires ayant subi une enquête, M. Stimson a répondu par l'affirmative.

Il a également déclaré au comité de l'ONU que la pratique, controversée, du « waterboarding » consistant à verser de l'eau sur un détenu attaché à une planche, était interdite par le règlement militaire des États-Unis.

M. Stimson était l'un des membres de la délégation de haut niveau des États-Unis, dirigée par M. Bellinger, qui a présenté, du 5 au 8 mai, le rapport officiel des États-Unis sur la Convention contre la torture. Les États-Unis font partie des 141 pays qui ont adhéré à cette convention, laquelle demande à tous les signataires de soumettre tous les quatre ans un rapport sur leur application du traité.

« Je voudrais m'exprimer très clairement sur notre position, a déclaré M. Bellinger le 8 mai au comité. Il est interdit à un membre quelconque d'un organe quelconque du gouvernement des États-Unis de pratiquer la torture, où que ce soit et en quelque circonstance que ce soit. »

De plus, a-t-il dit, « il est interdit à toute personne officielle des États-Unis, où qu'elle se trouve, de se livrer à une punition ou à un traitement cruel, inhumain ou avilissant, tels que les définissent nos obligations découlant de la Convention contre la torture. C'est le cas même dans les situations où le droit de la guerre doit s'appliquer. »

On trouvera des informations complémentaires sur la réunion du Comité contre la torture au site d'Internet suivant:

<http://www.ohchr.org/english/bodies/cat/cats36.htm>

## NOUVELLE RECHERCHE SUR LA PRODUCTION D'HYDROGÈNE À PARTIR DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

Contrat entre le ministère de l'énergie et la société privée Xcel Energy

Washington - Le Laboratoire national de l'énergie renouvelable (NREL) au sein du ministère de l'énergie des États-Unis a conclu avec Xcel Energy, une société de production d'électricité et de gaz naturel, un accord de coopération relatif à un projet novateur de recherche-développement et de démonstration de production d'hydrogène à partir de l'énergie éolienne.

Selon un communiqué du ministère en date du 8 mai, le projet consiste à connecter un électrolyseur (équipement qui sépare l'eau en hydrogène et oxygène) à une éolienne du parc. « L'un des aspects nouveaux de ce système est la connexion directe de l'éolienne à l'électrolyseur, ce qui rendra le système plus performant », a déclaré M. Ben Kroposki, ingénieur en chef au Centre des techniques et systèmes électriques et à hydrogène du NREL.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'Initiative du combustible hydrogène du président Bush, qui vise à la mise au point de la technologie et de l'infrastructure nécessaires pour rendre pratique et peu coûteuse l'utilisation de l'hydrogène dans des véhicules à partir de 2020.

Le nouveau dispositif d'électrolyse sera installé au Centre national de la technologie éolienne, où l'hydrogène sera produit, comprimé et stocké. Ce carburant servira soit à propulser des véhicules soit à produire de l'électricité.

Ce projet mettra à l'épreuve diverses techniques d'électrolyse et analysera toute une gamme de questions, notamment l'efficacité du système, l'intégration au réseau, la compression, le stockage, le coût et l'emploi d'un mélange d'hydrogène et de gaz naturel.

Le contrat permet ainsi d'associer l'expertise du NREL en matière de sources renouvelables d'énergie et d'hydrogène avec celle de la société Xcel Energy en matière de conversion, de transmission, de distribution et de consommation d'énergie. Établie à Minneapolis, Xcel Energy espère ajouter 1.200 mégawatts de capacité d'énergie éolienne dans le Colorado, le Minnesota et le Texas avant la fin de 2007.

La société privée investira plus de 1,25 million de dollars dans ce projet. Les fonds de contrepartie du ministère de l'énergie se monteront à environ 750.000 dollars.

### ***A NOTER:***

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

**<http://geneva.usmission.gov/>**

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"